

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2234

Edition du
04 février 2019

DANS CE NUMÉRO

Pourquoi l'accord institutionnel avec l'UE mérite d'être soutenu par la gauche et les syndicats (Jean-Daniel Delley)

Le Conseil fédéral ne joue pas son rôle en renonçant à faire campagne pour l'accord négocié en son nom

Les chantiers ferroviaires de l'avenir immédiat (Yvette Jaggi)

Forêt de sigles pour enchevêtrement de travaux

La Suisse dans l'euro, exercice de politique-fiction monétaire (Jean-Pierre Ghelfi)

Face à la dégradation conjoncturelle, que faire?

Pourquoi le PS s'en sort mieux en Suisse (Wolf Linder)

La gauche entre concordance et durcissement

Vers la fin des salles de cinéma (Jacques Guyaz)

Pourquoi la production de films comme les habitudes du public changent

Correction (Rédaction)

Pourquoi l'accord institutionnel avec l'UE mérite d'être soutenu par la gauche et les syndicats

Le Conseil fédéral ne joue pas son rôle en renonçant à faire campagne pour l'accord négocié en son nom

Jean-Daniel Delley - 02 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34467>

«Il n'y a pas de majorité, ni parlementaire ni populaire, pour l'accord institutionnel.»

Cette affirmation, répétée comme un *mantra*, permet de faire l'économie des voies et moyens de construire cette majorité.

Dans ce dossier, chacun semble se défilier, justifiant sa passivité par une prétendue aversion qu'on pourrait croire quasiment atavique à l'égard de la construction européenne ([DP 2233](#)). Sauf bien sûr l'UDC qui se complaît dans un souverainisme béat, mais se trouve bien en peine de formuler une alternative.

[Alain Berset](#), encore président de la Confédération, estimait en décembre dernier qu'il serait «assez difficile» de trouver un soutien à l'accord institutionnel. Son collègue [Schneider-Ammann](#) envisageait de jouer la montre, comme si le temps allait lever toutes les difficultés. Les syndicats, suivis par le parti socialiste, ont érigé les mesures d'accompagnement en forteresse à défendre à n'importe quel prix. Bref la litanie des défauts de cet accord ne laisse guère de place aux opportunités offertes par ce dernier.

Le Conseil fédéral, désuni, se tait et ouvre une procédure de

consultation, comme s'il s'agissait d'un projet de loi modifiable au gré des positions des uns et des autres. Or le texte de l'accord est définitif, la négociation est close, a rappelé l'Union européenne. A prendre ou à laisser.

Du gouvernement, on aurait pu attendre qu'il se détermine, qu'il assume sa fonction directoriale. Qu'il montre les avantages et les inconvénients de l'accord, qu'il procède à une pesée d'intérêts. Et qu'il dise clairement son refus ou qu'il entre en campagne pour défendre le résultat de la négociation.

La Suisse n'a pas obtenu tout ce qu'elle désirait. Rien que de plus normal lorsque l'on négocie. Mais au lieu de pleurnicher sur les insuffisances de cet accord, nous ne nous sommes pas demandé ce que nous pourrions entreprendre en toute souveraineté pour défendre nos intérêts.

Prenons l'exemple des mesures d'accompagnement. Les directives européennes qui, selon l'accord institutionnel, devraient garantir la protection des salaires en Suisse, ne recouvrent pas intégralement les dispositions actuellement en vigueur dans notre pays. Bruxelles a cependant accepté

de déroger à son droit en cédant sur:

- un délai d'annonce préalable des travailleurs détachés (4 jours ouvrables au lieu de 8 jours civils);
- le dépôt d'une garantie financière pour les entreprises n'ayant pas respecté auparavant leurs obligations (aujourd'hui toutes les entreprises);
- une obligation de documentation pour les indépendants.

Et ces mesures ne pourraient être remises en question ni par le développement du droit européen ni par une juridiction (Tribunal arbitral ou Cour européenne de justice). Ce n'est pas rien.

Il n'est pas question d'affaiblir la protection des salaires telle que mise en place dans le cadre de la libre circulation. Grâce aux mesures d'accompagnement, la proportion des salariés au bénéfice d'une convention collective (CCT) a significativement augmenté, tout comme le nombre des CCT déclarées de force obligatoire. Les salaires les plus bas ont progressé plus rapidement que le salaire moyen et la répartition des revenus est

restée stable, contrairement à ce qu'on peut observer dans la plupart des pays voisins.

Mais sans accord institutionnel, les mesures d'accompagnement, conquises en contrepartie du soutien syndical à la libre circulation, risquent fort de passer à la trappe. Voilà où réside la faiblesse de la stratégie des organisations syndicales et de la gauche. En s'opposant frontalement à l'accord institutionnel, elles prennent le risque de sacrifier cette protection des salaires qu'elles prétendent pourtant vouloir sauvegarder. Alors qu'elles ont en main les atouts nécessaires à l'acceptation de l'accord institutionnel et à la sauvegarde des mesures de

protection des salaires.

[Markus Mugglin](#), de l'Association suisse de politique étrangère, a fait l'inventaire de ces atouts. Et la Suisse pourrait les mettre en œuvre en toute souveraineté.

Tout d'abord la multiplication des CCT fixant des salaires minimaux, qui ne couvrent actuellement qu'un peu plus de la moitié des salariés. Ensuite l'allègement des conditions mises à la déclaration de force obligatoire de ces conventions. Et, en l'absence de CCT, l'édiction de contrats-types fixant également des planchers salariaux. Enfin des conditions restrictives en matière de licenciements des salariés

âgés. Les contrôles du respect des conditions de travail devraient être renforcés, certains cantons se montrent encore trop laxistes. Bruxelles ne les interdit pas, mais s'irrite de leur focalisation sur les travailleurs étrangers détachés. En matière de sanctions, nous pourrions emprunter à l'Autriche le principe de responsabilité du mandant (donneur d'ordre) indigène en cas de violation des conditions salariales.

La majorité des organisations patronales tiennent à juste titre à l'accord institutionnel. Si elles se mettent d'accord avec les syndicats pour jouer ces atouts, alors l'obtention d'une majorité devient possible et même probable.

Les chantiers ferroviaires de l'avenir immédiat

Forêt de sigles pour enchevêtrement de travaux

Yvette Jaggi - 29 janvier 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34430>

Il suffit de regarder la carte des mesures et projets de [l'étape d'aménagement 2035](#) pour comprendre que, dans les quinze ans à venir, les chantiers vont occuper une partie encore accrue du réseau des CFF et de bien des compagnies privées. La faute à l'augmentation du transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises, au préfinancement assuré des travaux d'infrastructures prévus, et à la volonté de mieux relier les régions

métropolitaines et les villes de Suisse et de consolider le raccord aux lignes internationales à grande vitesse.

Depuis 1980, le transport de voyageurs par rail a plus que doublé et il devrait augmenter de 50% [d'ici 2040](#), voire de 100% sur l'Arc lémanique ou dans la région de Zurich-Winterthour. De son côté, le fret ferroviaire a augmenté de 40% et son volume devrait s'accroître encore de 45%.

Une telle évolution entraîne une surcharge du réseau, notamment en Suisse romande, avec des insuffisances de capacité maximale particulièrement manifestes en transport voyageurs dans les sections Genève-Lausanne-Yverdon. Quant au trafic marchandises, il ne disposera bientôt plus d'assez de sillons sur tout l'axe Ouest-Est de la Suisse, en particulier sur les lignes de Lausanne-Triage à Neuchâtel et du Pied du Jura, ainsi que dans la région de

Zurich.

Après des années de programmes successifs (dont Rail 2000, NLFA), le peuple et tous les cantons – sauf Schwyz – adoptent en février 2014 de nouvelles dispositions constitutionnelles réglant le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire ([Faif](#)). Un fonds *ad hoc* ([FIF](#)) est créé, alimenté par une combinaison de parts au produit de la redevance poids lourds, de la TVA et de l'impôt fédéral direct ainsi que par un versement annuel de 2,3 milliards de francs inscrit au budget fédéral.

De quoi financer le Programme de développement stratégique (Prodes) dont l'Étape d'aménagement 2035, qui comprend 64 objets pour un total de 11,9 milliards de francs, fait l'objet d'un imposant [Message](#) du Conseil fédéral sur lequel le Conseil des Etats se prononcera en priorité. Difficile d'imaginer que la Chambre des cantons va toucher à un volumineux catalogue témoignant de la solidarité confédérale par accumulation.

Surcharges et cadences

La priorité est tout naturellement accordée aux parcours surchargés, avec des augmentations de capacité et des passages à de nouvelles cadences, au quart d'heure (Genève-Lausanne par Intercity et par RegioExpress ou Neuchâtel-La Chaux-de-Fonds-Le Locle) ou à la demi-heure (Lausanne-Saint-Maurice ou

Montreux-Les Avants).

D'autres aménagements concernent de nouveaux arrêts (par ex. Yverdon Y-Parc), des gares (Nyon, Morges, Neuchâtel) ou des installations de triage (Nord Vaudois).

Le tout sans compter les projets en souffrance de l'étape 2025, une étape à 6,4 milliards de francs. Parmi les retards, on trouve sans surprise la gare souterraine de Genève ([DP 2194](#)), dont la mise en service est attendue pour 2031. Outre-Sarine, le fameux tronçon entre Aarau et Zurich fait toujours débat. Autre projet non encore abouti, le tunnel de base du Lötschberg: on poursuivra l'équipement technique du deuxième tube, dont le dernier tiers ne sera toujours pas creusé d'ici 2035.

Question financement, tout le monde s'accorde à tenir le régime adopté en 2014 pour un instrument à la fois indispensable et suffisant. Ainsi, dans la procédure de consultation à propos de Prodes 2035, une très nette majorité des cantons, partis et organismes divers se sont prononcés contre un [cofinancement par des tiers](#) – alors qu'une telle éventualité est expressément prévue par la Constitution fédérale.

Option cohérente qui n'empêchera pas à terme la réalisation de projets entièrement financés par des privés, à l'instar du [Cargo souterrain](#) entre Olten et Zurich.

Territoire, économie, nouvelles technologies

Les travaux prévus à l'horizon 2035 ont été bien «calés» parmi d'autres politiques fédérales. En se référant à la fois au [Projet Territoire Suisse](#), au plan sectoriel des transports et aux projets d'agglomération, les organisateurs de la future étape d'aménagement ont pris leurs précautions en matière de développement territorial polycentrique.

Ils en ont fait autant pour les calculs de rentabilité économique. D'un côté, le rapport utilité/coût macroéconomique devrait s'avérer largement positif: les spécialistes l'ont établi à 2,2, ce qui indique une utilité d'une valeur double de celle des coûts engendrés par sa création. En revanche, à l'échelle microéconomique du gestionnaire de l'infrastructure, l'opération risque de se solder – amortissements sur les nouveaux investissements compris – par une hausse non couverte de l'ordre de 5%. A terme, le fonds d'investissement ferroviaire pourrait intervenir.

Côté nouvelles technologies, les concepteurs de l'étape 2035 prévoient la mise à niveau continue et profitable du système et des équipements ferroviaires – n'en déplaise à [Avenir Suisse](#) qui considère «les milliards d'investissements pour l'infrastructure matérielle ferroviaire [comme] un anachronisme politique en matière de transports.» Les

technologies novatrices sont jugées particulièrement prometteuses dans deux domaines: l'automatisation intégrale de l'exploitation ferroviaire, du moins dans le transport des marchandises ([DP 2197](#)) et l'identification précoce des risques de tous ordres ainsi que des besoins en matière de maintenance préventive. Sachant que l'innovation et la complexité, par exemple pour les matériels roulants, peuvent réserver des surprises désagréables comme on le voit présentement avec les nouveaux trains à deux étages.

Effets de la méthode de

«*planification roulante*», la succession et la superposition de programmes de développement de l'infrastructure ferroviaire entraînent la multiplication de tâches et de procédures souvent complexes, en particulier pour assurer les approbations et les contrôles nécessaires, sans parler des rapports et décomptes à fournir. Pour maîtriser l'étape 2035, l'Office fédéral des transports estime avoir besoin de 14 postes nouveaux. Difficile de savoir si cet effectif supplémentaire pourra réellement suffire, en cas d'octroi par un Parlement toujours prêt à chipoter sur la création de postes dans

l'administration fédérale. Pour ne rien dire de la réputation de l'OFT en matière de surveillance et de *controlling*, entamée par l'indolente gestion de Car Postal pendant des années.

Victimes heureuses de leur succès, les CFF et plusieurs compagnies privées doivent organiser pratiquement l'augmentation de leur offre de transport tout en fonctionnant avec un réseau en bonne partie surchargé. Les chantiers en cours et à venir représentent de sérieux défis pour l'exploitation des parcours concernés et la stabilité des horaires. Bonne chance aux usagers.

La Suisse dans l'euro, exercice de politique-fiction monétaire

Face à la dégradation conjoncturelle, que faire?

Jean-Pierre Ghelfi - 31 janvier 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34450>

Domaine Public est un hebdomadaire sérieux et doit le rester. Les réflexions qui suivent peuvent paraître fantaisistes à la première lecture. Mais sont-elles si farfelues?

Avant d'y venir, posons le décor. La dégradation de la conjoncture économique internationale au cours de cette année est possible sinon probable. La plupart des institutions et organismes qui émettent des pronostics se basent sur les avis recueillis auprès des entreprises. Leurs

conclusions concordent: 2019 sera moins bien que 2018. Les prévisions pour la Suisse vont dans le même sens.

Quelles pourraient en être les conséquences pour notre économie? Son dynamisme, on le sait, dépend pour une bonne part des exportations. Le ralentissement ailleurs aura mécaniquement des répercussions ici.

Bien des sociétés sont parvenues à sortir la tête de l'eau après le choc qu'a constitué l'[envolée du franc](#)

avant 2011, puis après la décision de la Banque nationale suisse (BNS) d'[abolir le cours plancher](#) du franc par rapport à l'euro le 15 janvier 2015. Le redressement intervenu depuis lors doit beaucoup à la capacité d'innovation des entreprises. Il le doit aussi à la politique de la BNS qui a massivement émis de la monnaie pour stabiliser le cours du franc et permis d'éviter à notre économie d'être asphyxiée ([DP 2215](#)).

Quelques chiffres

Le recul attendu de l'activité économique dans le monde en 2019 aura-t-il des répercussions sur la valeur du franc? La réponse est ouverte. Il se pourrait qu'une dégradation de la conjoncture n'ait pas d'incidence majeure. En revanche, si le ralentissement est plus prononcé que prévu, ou s'il persiste, la situation pourrait prendre un tour analogue à celui que nous avons connu après la crise financière de 2007-2008.

On ne peut donc pas exclure que le franc suisse, eu égard aux incertitudes politico-économiques dans le monde, soit à nouveau considéré comme une valeur refuge. Ce n'est qu'une hypothèse. Il vaut néanmoins la peine d'en analyser les conséquences, car le contexte de 2019 (ou 2020) est très différent de celui postérieur à la dernière crise. En particulier, la BNS, qui a éprouvé de grandes difficultés à garder sous contrôle la valeur du franc, ne pourrait injecter aussi massivement des liquidités.

Quelques chiffres pour fixer les ordres de grandeur. Le total du bilan de la BNS atteignait 89 milliards en décembre 2000, 164 milliards en décembre 2009 et 827 milliards en novembre dernier (dernier chiffre connu). De plus, pour enrayer la hausse du franc, la BNS a également introduit un taux d'intérêt négatif de 0,75% sur les montants obligatoirement déposés

auprès d'elle par les instituts financiers.

Rester spectatrice

De quels moyens la Suisse dispose-t-elle pour faire face à une détérioration de la situation économique au plan international qui entraînerait des répercussions sur la valeur de notre monnaie?

En principe, la gestion de la politique conjoncturelle est du ressort de la Confédération. Elle a à la fois les compétences légales et les moyens financiers pour intervenir. Mais le fera-t-elle? Elle n'a pas levé le petit doigt à la suite de la crise financière. Elle s'est comportée comme si de rien n'était, engrangeant des excédents de recettes et réduisant la dette publique. C'est-à-dire le contraire de ce qui aurait été nécessaire pour relancer une conjoncture déprimée. Agira-t-elle autrement en cas de nouvelle récession? On peut craindre qu'elle continue à rester passive.

De son côté, la BNS peut en principe continuer de créer des liquidités. Mais pas dans la même mesure qu'elle l'a fait jusqu'à présent. Pour deux raisons. D'une part, sa marge de manœuvre s'est réduite pour les raisons mentionnées plus haut. D'autre part, les marchés financiers le sachant, ils ne seront plus impressionnés par sa «*détermination à défendre le cours du franc*».

Quant à fixer des taux d'intérêt encore plus négatifs (par

exemple, passer de -0,75% à -1,5%), n'en parlons pas. Les taux actuels donnent déjà lieu à tant de critiques de la part des assureurs, des caisses de pension et des épargnants en général, qu'une nouvelle détérioration de leur «*rémunération*» provoquerait une levée de boucliers. On peut aussi oublier l'idée d'un contrôle des changes. Cette mesure n'est pas concevable dans un pays qui entretient des relations commerciales et financières très étroites avec le reste du monde.

Nous prendre sous son aile

C'est là que se présente cette idée singulière: décider d'arrimer notre monnaie à l'euro. Une telle suggestion est même impossible: la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, elle ne peut donc pas faire ce choix. Même si elle le pouvait, l'idée susciterait des vagues d'oppositions. Pas touche à notre monnaie, symbole de notre indépendance et de notre souveraineté! Pas question de sacrifier le franc, garant de la valeur de nos biens et de nos économies!

Pas besoin de faire un tableau pour nous convaincre que ce projet, à peine ouvert, doit être remballé. Pourquoi alors en parler? Pour une raison disons pédagogique. Si la Confédération ne veut pas, si la BNS ne peut plus, quelle autre solution nous reste-t-il? Soit nous laissons le franc reprendre de la hauteur, avec les conséquences prévisibles. Soit nous demandons à l'euro de nous prendre sous son aile

pour retrouver une mer plus calme.

100'000 emplois perdus

Mais cette fois, on ne pourrait plus se contenter de simplement rattacher unilatéralement le franc à l'euro. La BNS l'a tenté en 2011 en faisant savoir que le cours du franc par rapport à l'euro ne devait pas être inférieur à 1,20 franc. Mais en

2015, elle a dû y renoncer. Un nouvel essai serait probablement d'autant moins concluant que la première tentative a vite avorté. Ce n'est donc plus un rattachement qu'il faut envisager, mais bien une adhésion.

Aussi saugrenue que cette idée puisse paraître, elle permet de prendre - un peu - la mesure du problème auquel nous pourrions à nouveau être confrontés. Problème qui n'a

rien de théorique puisqu'on estime que la hausse du franc postérieure à la crise de 2007-2008 a entraîné, en dépit des interventions de la BNS, [la perte de 100'000 emplois](#) dans le pays.

Réfléchir à une situation future possible, ainsi qu'aux mesures à envisager le cas échéant, n'est jamais inutile. Et si vous avez une meilleure idée, n'hésitez pas à en faire part!

Pourquoi le PS s'en sort mieux en Suisse

La gauche entre concordance et durcissement

Wolf Linder - 03 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34478>

Dans de nombreux pays européens, la social-démocratie lutte pour sa survie. Mais en Suisse où le PS attire depuis deux décennies environ 20% de l'électorat et reste la deuxième formation du pays, son deuxième siège au gouvernement est solide et il a plutôt renforcé son influence. Pourquoi?

Deux raisons principales expliquent les défaites électorales des gauches européennes. D'une part, elles ont perdu le soutien d'une partie des ouvriers et des employés, leur base électorale traditionnelle, le plus souvent au profit des partis nationalistes conservateurs. D'autre part, les sociaux-démocrates paient leur soutien à la politique européenne de

libre échange et de libre circulation des personnes. Une politique dont ils n'ont pas su voir qu'elle saignait les régions industrielles et générait de trop nombreux perdants de la globalisation.

Comme la gauche européenne, le PSS a vu s'amenuiser sa base électorale d'antan. Mais ce phénomène s'est produit déjà dans les années 1970/80, lorsqu'il a perdu un cinquième de son électorat. Néanmoins le PSS a su se profiler comme le représentant des salariés bien formés du secteur tertiaire. Et localement, il a réussi à attirer les urbains par une nouvelle politique sociale pragmatique (par exemple la prise en charge des enfants) répondant aux besoins des jeunes actifs.

Le PSS profite des divisions du bloc bourgeois

Comment un parti peut-il disposer aujourd'hui de plus d'influence qu'il y a 20 ans, alors même qu'il n'a pas progressé électoralement? Tout simplement parce que le bloc bourgeois est divisé. Lors des élections au Conseil des Etats, l'UDC ne trouve pas d'alliés et perd. Le PSS en a profité pour passer de 5 à 12 sièges dans la Chambre des cantons, alors que l'UDC a dû se contenter de ses 5 représentants. Les conflits entre l'UDC et les partis bourgeois ont conduit dans une certaine mesure à un paysage parlementaire tripolaire: la gauche, le centre et la droite. La gauche qui auparavant se retrouvait

régulièrement minorisée, trouve plus souvent des majorités avec le PDC ou même le PLR, car l'UDC refuse les compromis élaborés par les autres partis.

En quoi le positionnement du PSS lui a-t-il permis de mieux s'en sortir? Son programme de «*dépassement du capitalisme*» l'a situé à l'extrême gauche de la social-démocratie européenne. Mais cela ne lui a pas nui: dans un régime de démocratie directe, les partis ne sont pas tant jugés sur leur programme que sur leur engagement et leur succès sur des dossiers concrets. A cet égard, on doit noter la constance de la gauche helvétique dans la défense des acquis sociaux, comme l'AVS par exemple. Alors que, dans le même temps, Schröder et sa [réforme Hartz IV](#) ont fait perdre beaucoup de sa crédibilité au SPD.

L'obstacle de la politique migratoire

La principale pierre d'achoppement reste la politique migratoire. L'engagement du PSS en faveur de frontières ouvertes lui a coûté très tôt ces échecs électoraux et cette perte de confiance qui touchent aujourd'hui la gauche européenne. Et la «*Suisse ouverte et sociale*» pour laquelle milite le PSS reste sous pression.

En Suisse, c'est le peuple qui détermine le niveau supportable de l'immigration. Le succès de l'initiative «*contre*

l'immigration de masse» en février 2014 a montré qu'une majorité estimait ce niveau dépassé. Si le PSS veut tenir tête à l'UDC sur ce thème, il devrait demander la limitation de l'immigration, mais par un biais tout différent, ainsi que l'a formulé la conseillère nationale Jacqueline Badran (PSS) lors d'un débat avec son collègue UDC Aesch: «*Vous devriez enfin vous attaquer aux causes de l'immigration, mais ce serait en complète contradiction avec votre politique de sous-enchère fiscale. Vous attirez ainsi de nombreuses entreprises multinationales. Et à la suite de chacun de leurs cadres, ce sont dix autres migrants qui viennent - pour construire son logement, nettoyer son appartement, garder ses enfants et ainsi de suite.*»

Une position constante sur le dossier européen

Le PSS milite depuis longtemps en faveur d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. N'est-ce pas un suicide politique? Non, pour deux raisons. Tout d'abord la crédibilité d'un parti se mesure à sa constance dans les questions politiques fondamentales. Ensuite la Suisse serait mal préparée à décider de son avenir si toutes ses élites politiques ne pouvaient concevoir la politique européenne que dans la seule alternative des bilatérales ou de l'*Alleingang*.

Toutefois le PSS doit corriger sa vision idéaliste d'une «*Europe sociale*». Une telle

Europe n'existe pas, car l'UE et sa justice ont depuis longtemps fait le choix d'une politique économique néolibérale. Les syndicats l'ont entretemps compris. Le refus de Paul Rechsteiner d'abandonner un partenariat social autonome dans le cadre de l'accord institutionnel constitue un signal positif ([DP 2219](#)).

La force de la culture politique

Les droits populaires imposent la concordance: les partis sont contraints de nouer des compromis. Sans compromis, l'opposition se manifeste par le biais du référendum ou de l'initiative populaire. Les partis aux pôles opposés de l'éventail politique - UDC et PSS - jouent évidemment plus souvent ce rôle d'opposition que ceux du centre. Un rôle que la droite nationaliste conservatrice a su mieux endosser que la gauche.

C'est ce qui doit changer. Car la critique de l'hyperglobalisation - la finance casino, l'accroissement des inégalités, la précarisation des salariés peu formés et la déqualification de nombreux métiers, les effets négatifs de la croissance - se fait entendre partout en Europe. Contrairement à ses partis frères, le PSS, par sa résistance au courant dominant néolibéral - privatisation des entreprises publiques, marché du travail sans frontières et affaiblissement de l'Etat social - a pu asseoir sa crédibilité. Il pourrait faire mieux encore.

Les socialistes suisses se

portent mieux que ceux d'autres pays probablement parce qu'ils sont intégrés dans un système de concordance stable impliquant une force politique de gauche à côté d'un bloc bourgeois. Mais une opposition plus dure n'accroîtrait-elle pas la polarisation et ne mettrait-elle pas à mal la concordance? Aujourd'hui déjà, le nombre de projets soutenus par l'ensemble des partis gouvernementaux n'a jamais

été aussi bas.

Je ne crois pourtant pas à la fin de la concordance. Car la capacité qu'elle montre à résoudre les conflits par des compromis résulte d'une culture politique. Et cette culture est encore largement intacte. Il est encore possible que la parlementaire socialiste citée plus haut, bien que très profilée, prononce le discours du 1er août dans une commune rurale UDC. Et il ne viendrait

pas à l'esprit de l'une de nos politiciennes de refuser la participation du représentant d'un parti adverse à une manifestation politique, contrairement à ce qui se passe actuellement outre Rhin avec l'Alternative pour l'Allemagne. Voilà qui distingue le PSS et qui est bon pour la Suisse.

Traduction et adaptation DP d'après l'original allemand. Une version de cet article est parue dans la [Weltwoche](#).

Vers la fin des salles de cinéma

Pourquoi la production de films comme les habitudes du public changent

Jacques Guyaz - 30 janvier 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34435>

Le cinéma en salle va-t-il mourir? Cette question aurait semblé sans objet il y a 10 ans. [Netflix](#) n'existait pas; les séries télévisées, à quelques exceptions près, n'avaient pas un niveau de qualité suffisant pour faire concurrence au grand écran. Et il fallait acheter des DVD pour constituer une filmothèque chez soi.

La réponse aurait encore été rassurante voici 5 ans. Le nombre et la qualité des séries télévisées avaient certes explosé. Elles devenaient le principal, sinon le seul accès d'un public jeune aux fictions sur écran. Les nouvelles générations prendraient-elles l'habitude de se rendre dans les salles obscures pour voir d'autres histoires que celles

des super-héros sauvant le monde face à d'affreux méchants? Il était possible de rester optimiste. Après tout, peu importe ce que vous allez voir au cinéma; ce qui compte, c'est d'y aller et votre goût se diversifiera peu à peu.

Le saut qualitatif des séries télévisées

Aujourd'hui la survie des salles de cinéma n'est plus du tout évidente et leur disparition devient possible. En cause l'augmentation continue et considérable de la qualité des fictions télévisuelles. Cette qualité ne tombe pas du ciel. Le nombre d'écoles de scénarios a explosé dans les universités. Elles font maintenant l'objet de

classements aux [Etats-Unis](#), et l'[Europe](#) ou la [Suisse](#) ne sont pas en reste.

Le niveau de formation des comédiens est également de plus en plus élevé. Il suffit d'aller dans n'importe quel théâtre pour se rendre compte que la prestation d'acteurs inconnus dans un second rôle atteint aujourd'hui un haut niveau. Comme dans n'importe quel métier, la qualité est d'abord liée au niveau de formation de tous les professionnels concernés. Ceux-ci abondent sur le marché et désormais de nombreuses productions télévisuelles équivalent à un très bon film de cinéma.

Pour le spectateur qui reste à la maison, les progrès

techniques sont également considérables. Mentionnons simplement le *replay* qui permet pendant une semaine de voir l'épisode ou le film que vous avez raté, sans parler de la taille des téléviseurs. Il est aujourd'hui possible, pour un prix raisonnable, d'installer chez soi des écrans géants qui, correctement utilisés, vous rapprochent davantage des conditions de projection d'une salle de cinéma que de la télévision de papa.

Le rôle décisif de Netflix

Mais, bien sûr, l'essor de la vidéo à la demande constitue le changement essentiel avec des plateformes comme Netflix qui offrent la possibilité pour moins de 23 francs par mois en Suisse d'accéder à un catalogue immense de films et de séries. [Netflix](#), qui enregistre environ 140 millions d'abonnés dans le monde, réalise en 2018 un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de dollars et un bénéfice net de 1,2 milliard de dollars. L'entreprise n'a aucune peine à lever des fonds, puisqu'elle a investi 8 milliards de dollars dans la production en 2018. Naturellement ces investissements sont exclusivement réservés à la diffusion télévisuelle et les films au format «cinéma» ne sortent pas en salle.

Netflix parvient à attirer les plus grands réalisateurs,

Alfonso Cuarón, les frères Coen, Martin Scorsese, Guillermo del Toro et d'autres. Le cas emblématique dont tout le monde parle, *Roma*, film du Mexicain Alfonso Cuarón, Lion d'or à Venise, va sans doute rafler de nombreuses récompenses lors de la cérémonie des Oscars à la fin février.

Or pour être sélectionné aux Oscars, un long métrage doit être diffusé en salle. Netflix a donc organisé une sortie sans aucune publicité pendant une durée limitée, y compris à Genève pour la Suisse romande. Cette plateforme se pose même en défenseur du cinéma indépendant face aux grands studios qui ne produisent plus que des suites et des films de super-héros. Ironie de l'histoire, ce sont les difficultés de Harvey Weinstein, l'un des grands producteurs du cinéma indépendant intelligent à Hollywood, difficultés d'ailleurs antérieures à sa chute, qui ont sans doute facilité l'essor des productions Netflix.

Le déclin des salles obscures helvétiques

Et en Suisse, ce *maelstrom* qui emporte le cinéma mondial a-t-il déjà eu des conséquences sur la fréquentation des salles? Difficile à dire faute de données complètes publiées pour 2018, mais les premières

estimations sont assez inquiétantes.

Il faut tout d'abord remarquer que la fréquentation des cinémas peut énormément varier d'une année à l'autre en fonction de la programmation ou simplement de la météo. Ainsi en Suisse alémanique, en [2016](#), la fréquentation a baissé de 11,1% par rapport à 2015, alors qu'elle progressait de 2,8% en Suisse romande. Situation inverse en [2017](#) avec un rattrapage de l'autre côté de la Sarine de 3,17% et une baisse de 3,05% en Suisse romande en comparaison avec l'année précédente.

Pour 2018, les chiffres pour les [25 films](#) ayant eu le plus grand succès sont publiés et les résultats sont très inquiétants. Par rapport à la même statistique de 2017, les résultats sont identiques dans les deux principales régions linguistiques: une baisse de 11%. Or, les 25 plus grands succès représentent plus des deux tiers du total des entrées. Il est donc peu probable que le résultat définitif soit très différent.

Alors, la météo? L'été invraisemblablement long et chaud que nous avons connu est peut-être une explication, mais si la baisse se confirme ou s'accroît en 2019, ce sera le signe du début d'une crise profonde et d'une glissade difficile à freiner.

Correction

Rédaction - 02 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34481>

Dans l'article [Le débat européen doit changer de cap](#) (DP 2233), c'est à tort que la Cour européenne de justice (CEJ) est présentée comme l'instance qui se prononce en dernier ressort en cas de litige sur l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. C'est le Tribunal arbitral (paritaire) qui a cette fonction. La CEJ est seulement compétente pour donner l'interprétation du droit européen.

Nous présentons nos excuses à nos lectrices et lecteurs pour cette erreur, et aurons l'occasion de revenir sur cette question dans un autre article.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Pourquoi l'accord institutionnel avec l'UE mérite d'être soutenu par la gauche et les syndicats

<https://www.domainepublic.ch/articles/34394>

<https://www.24heures.ch/suisse/accordcadre-alain-beret-redoute-reactions/story/22448275>

<https://www.rts.ch/info/suisse/9280737-le-conseil-federal-apparait-divise-sur-l-accord-cadre-avec-l-ue.html>

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Politik/Schweiz--EU-Was-auf-dem-Spiel-steht>

Les chantiers ferroviaires de l'avenir immédiat

<https://www.bav.admin.ch/bav/fr/home/modes-de-transport/chemins-de-fer/programmes-d-amenagement-d-e-l-infrastructure-ferroviaire/prodes-etape-d-amenagement-2035.html>

https://www.are.admin.ch/dam/are/fr/dokumente/verkehr/publikationen/Verkehrsperspektiven_2040_Synthesebericht.pdf.download.pdf/Verkehrsperspektiven_2040_Synthesebericht_fr.pdf

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/4191.pdf>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20150425/index.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2018/7301.pdf>

<https://www.domainepublic.ch/articles/author/rweibel>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a87a>

http://www.cargosousterrain.ch/files/images/Downloads/MM_CST_170324_FR_final.pdf

<https://www.are.admin.ch/are/fr/home/media-et-publications/publications/strategie-et-planification/raumkonzept-schweiz.html>

<https://www.avenir-suisse.ch/fr/le-train-fait-figure-de-dinosaure-dans-le-monde-de-la-mobilite-intelligente/>

<https://www.domainepublic.ch/articles/32900>

La Suisse dans l'euro, exercice de politique-fiction monétaire

https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/pre_20110803/source/pre_20110803.fr.pdf

https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/pre_20150115/source/pre_20150115.fr.pdf

<https://www.domainepublic.ch/articles/33552>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/konjunktur/die-politischen-folgen-des-milliardenverlusts/story/23978160>

Pourquoi le PS s'en sort mieux en Suisse

https://www.lesechos.fr/02/02/2015/LesEchos/21868-053-ECH_hartz-iv--la-clef-controversee-du-miracle-allemand.htm

<https://www.domainepublic.ch/articles/33726>

<https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2019-4/artikel/warum-es-die-sp-besser-macht-die-weltwoche-ausgabe-4-2019.html>

Vers la fin des salles de cinéma

<https://www.netflix.com/ch-fr/>

<http://www.movieoutline.com/best-graduate-screenwriting-programs-and-film-school-mfa-degrees-in-script-writing.html>

<https://cineuropa.org/fr/schoolabout/>

<https://www.hes-so.ch/fr/master-cinema-649.html>

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/24/l-hegemonie-de-netflix-inquiete-hollywood_5413771_3234.html

https://www.procinema.ch/pdf/statistics/factsfigures/2016/FactsFigures_SwissCinema_2016.pdf

https://www.procinema.ch/pdf/statistics/factsfigures/2017/FactsFigures_SwissCinema_2017.pdf

<https://www.procinema.ch/fr/statistics/top25yearly/>

Correction

<https://www.domainepublic.ch/articles/34394>